



Appel de l'Intersyndicale du Gard à la grève du 26 janvier

Au moment même où des préfets décident d'augmenter de deux heures la durée du couvre-feu et de faire peser un peu plus sur les Français la gestion chaotique de l'épidémie de covid-19 par le gouvernement, le ministre Blanquer continue d'imposer ses réformes comme si de rien n'était.

Il continue de supprimer des postes (- 1883 postes dans le second degré alors que les effectifs augmentent) et de recourir à des personnels précaires et sans formation.

Il continue de retarder la nécessaire revalorisation attendue par tous les personnels depuis plusieurs dizaines d'années. Quant aux AED, AESH, personnels administratifs ou de santé, pourtant indispensables, rien n'a été prévu pour eux !

Il continue de dénaturer les missions et la formation professionnelle des enseignants par le biais du « Grenelle de l'éducation ».

Il continue de dégrader les conditions de travail des directeurs d'école (diminution des décharges, accroissement et transformation des missions).

Il continue de refuser avec obstination de modifier ses choix politiques pour les accorder à la réalité sanitaire créée par l'épidémie de covid-19 (calendrier des épreuves du baccalauréat, refus d'aménager les programmes).

Au contraire, le ministre Blanquer use de la situation actuelle pour s'autoriser à modifier les épreuves du baccalauréat quinze jours avant leur tenue et pour pousser ses choix tels que l'accroissement de la part de contrôle continu au baccalauréat (créant ainsi des bacs locaux soumis aux pressions de toutes sortes), le démantèlement de l'éducation prioritaire, la régression des missions de la maternelle vers une forme de pré-élémentaire.

Cette politique a pour conséquence la dégradation des conditions d'apprentissage et du bien-être de l'ensemble des élèves.

Dans le même temps, le gouvernement, au moyen du projet de loi « 4D », entend détruire le service de médecine scolaire et placer les gestionnaires sous la coupe des collectivités territoriales.

Pire ! Il met en place une politique inacceptable de restriction du droit de manifester et de stigmatisation de la liberté d'opinion et de l'action syndicale en mettant en place un fichage des personnes en raison de leurs opinions et convictions, de leurs problèmes de santé au prétexte qu'ils «révéleraient une dangerosité particulière».

Pour l'intersyndicale du Gard FSU, FNEC-FP FO, CGT éducation, SUD éducation, cette irresponsabilité et cet acharnement politique ont déjà de lourdes conséquences sur la réussite des élèves de la maternelle au lycée et les conditions de travail des personnels. C'est pourquoi cette politique est inacceptable.

L'intersyndicale éducation du Gard appelle tous les personnels de l'éducation nationale à s'engager dans l'action et à se mettre en grève et à participer aux manifestations le 26 janvier 2021.

- Pour une gestion responsable de la crise sanitaire protégeant personnels et usagers.**
- Pour une vraie revalorisation pour tous les personnels.**
- Pour une politique de titularisation des personnels précaires.**
- Pour une politique de recrutement en recourant en urgence aux listes complémentaires.**
- Pour une diminution des effectifs dans les classes.**
- Pour une relance ambitieuse de l'éducation prioritaire et son élargissement.**
- Pour une remise à plat de la réforme du lycée et du baccalauréat.**

Bagnols : rassemblement à ... (Monument aux morts) ; Alès : manifestation à 10h30 (JBD) ; Nîmes : rassemblement 13h00 devant la DSDEN et manifestation 14h00 (Maison Carrée).